



EXTRAIT : QUESTION N° 11

Des délibérations du Conseil d'Administration

Du Centre Communal d'Action Sociale

De la Ville de Saint-Malo

Publié le 29/10/2024

Séance du 28 octobre 2024, à 18H30

Nombre d'Administrateurs en exercice : 17

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre d'Administrateurs présents : 9

Quorum : 9

Date de transmission de l'Ordre du jour et des rapports : 22 octobre 2024

Membres présents : Monsieur LURTON – Madame LEPRIZE – Madame TRONEL – Madame DANINO-SOISSON – Madame CRANCE – Madame GERVAIS – Monsieur LEFILLEUL – Madame MERCIER – Madame VEYRIER.

Absents, excusés et pouvoirs : Monsieur LAMBERT, excusé – Madame KRAUSS, pouvoir à Mme LEPRIZE – Madame MOREAU, pouvoir à Mme TRONEL – Madame LE GAGNE, excusée – Monsieur CANNEVA, excusé – Madame GOURIN-SERVENIERE, excusée – Monsieur HEISSAT, pouvoir à Mr LEFILLEUL – Madame GUERIN, excusée.

Président : Monsieur LURTON

Secrétaire : Monsieur THIERRY

11- CONVENTION D'AIDE FINANCIERE DISPOSITIF D'ACCUEIL DES MOINS DE 3 ANS - 2024

Dans le cadre des fonds d'accompagnement « Publics et Territoires » la Caisse d'Allocations Familiales soutient financièrement les projets visant à mieux accompagner les familles, en particulier lorsqu'elles sont confrontées à des difficultés (axe 6).

Dans ce contexte, le dispositif de pré-scolarisation des enfants de moins de trois ans vise à faciliter l'adaptation des enfants à l'école maternelle et à soutenir les parents dans l'exercice de la fonction parentale. Les objectifs suivis tendent à favoriser une socialisation progressive des enfants et à améliorer la communication entre parents et école, ce qui est d'autant plus nécessaire lorsqu'ils ne possèdent pas toujours les clefs d'utilisation de l'école.

Sa mise en œuvre dans les écoles de Bellevue, La Découverte et Daniel Gélín a débuté en fin d'année 2020 et la CAF d'Ille et Vilaine a accompagné la migration de la classe « passerelle » vers ce nouveau dispositif.

Les différents partenaires sont convaincus de l'intérêt de ce service (DP3) et il est primordial que la CAF puisse continuer à accompagner le CCAS afin de le pérenniser.

La convention, jointe en annexe, définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de l'aide financière (30 000€) pour la mise en œuvre de ces actions, pour l'année 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil d'Administration d'adopter le projet de délibération suivant :

**Le Conseil d'Administration,
Après en avoir délibéré,**

APPROUVE

Les termes de la convention jointe en annexe.

AUTORISE

Le Président ou la Vice-Présidente du Centre Communal d'Action Sociale à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

ADOpte

À l'unanimité des membres présents, ou représentés, pour 12 voix.

**Par délégation,
La Vice-Présidente,**



**Sophie LEPRIZÉ
Adjointe au Maire**

CONVENTION D'AIDE FINANCIERE
Fonds d'accompagnement « Publics et Territoires »
- Amélioration de la qualité et de l'accessibilité de
l'accueil collectif et individuel du jeune enfant -
Exercice 2024

Entre les soussignés :

La caisse d'Allocations familiales d'Ille-et-Vilaine,
dont le siège est situé cours des Alliés – 35028 RENNES CEDEX 9
représentée par sa Directrice, **Madame Tania CONCI-HINGANT**

Ci-après désignée « la Caf »

d'une part,

et

Le Centre Communal d'Action Sociale de SAINT-MALO
dont le siège est situé 16 boulevard Villebois-Mareuil – CS 21826
35418 SAINT-MALO CEDEX
représenté par son Président, **Monsieur Gilles LURTON**

Ci-après désigné « le bénéficiaire »

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

La caisse d'Allocations familiales d'Ille-et-Vilaine met en oeuvre une politique d'action sociale familiale articulée autour de deux finalités :

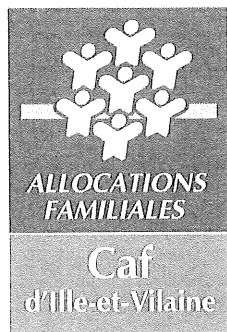
- améliorer la vie quotidienne des familles, par une offre adaptée de services et d'équipements,
- mieux accompagner les familles, en particulier lorsqu'elles sont confrontées à des difficultés.

Au travers de diagnostics partagés, elle prend en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires.

Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements ou actions sur des territoires qui en sont dépourvus. Elle se traduit, entre autres, par une fréquentation optimale des structures.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes, notamment au travers d'une politique tarifaire adaptée.



Cours des Alliés
35028 RENNES Cedex 9

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de l'aide financière pour **la mise en œuvre du dispositif d'accueil des enfants de moins de 3 ans et de soutien à la parentalité dans les écoles Bellevue, la Découverte et Daniel Gélín de SAINT-MALO.**

La convention a pour objet de :

- prendre en compte les besoins des usagers,
- déterminer l'offre de service et les conditions de sa mise en œuvre,
- fixer les engagements réciproques des co-signataires.

L'annexe précise :

- le descriptif de l'action financée,
- les objectifs déterminés conjointement entre le bénéficiaire et la Caf,
- les modalités de mise en œuvre et de financement,
- les critères d'évaluation,
- le budget prévisionnel de l'action.

ARTICLE 2 – Engagements du gestionnaire

2.1. Au regard des obligations légales et réglementaires

Le bénéficiaire certifie que le Centre Communal d'Action Social de SAINT-MALO est régulièrement déclarée et qu'elle est en règle au regard des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants.

2.2. Au regard de l'activité de l'équipement ou service

Le bénéficiaire met en œuvre un projet éducatif et/ou social de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté.

Il s'engage à proposer des services et/ou des activités ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans l'organisation ou les financements contribuant à la réalisation de l'action financée.

Conscient de la nécessité d'une certaine neutralité, le bénéficiaire s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le bénéficiaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1^{er} septembre 2015 et annexée à la présente convention.

2.3. Au regard du public visé par la présente convention

Le bénéficiaire s'engage à offrir un service de qualité, accessible à tous, répondant aux besoins du public, en recherchant sa participation et en respectant les règles de confidentialité.

2.4. Au regard des pièces justificatives

Le bénéficiaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives sollicitées (article 3 de la présente convention).

Le bénéficiaire est garant de la qualité et de la sincérité de ces pièces justificatives.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le bénéficiaire s'engage à conserver dans un lieu unique durant toute la convention et pendant 6 ans après le dernier versement tous les justificatifs comptables, financiers et administratifs relatifs à la présente convention. Pour les documents dématérialisés le bénéficiaire s'engage à procéder à des sauvegardes des données.

2.5. Au regard de la tenue de la comptabilité

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels ...).

Il s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

ARTICLE 3 – Montant de la subvention et conditions de paiement

En contrepartie du respect des engagements mentionnés en annexe, la Caf s'engage à verser au bénéficiaire, sur la durée de la présente convention, une subvention de fonctionnement.

Le montant de l'aide financière au titre de l'année 2024 s'élève à **30 000 €**.

Si la convention est retournée à la Caf avant le 15 novembre 2024, la subvention sera créditée au compte du bénéficiaire en 2 versements :

- versement d'un acompte équivalent à 70 % de l'aide financière à réception de la convention signée,
- versement du solde après présentation des éléments de bilan justifiant de la réalisation du service (N) :
 - compte de résultat,
 - rapport d'activité - bilan qualitatif de l'action subventionnée.

Si la convention est retournée à la Caf après le 15 novembre 2024, la subvention sera créditée au compte du bénéficiaire en un versement, à réception des éléments de bilan justifiant de la réalisation du service (*compte de résultat et rapport d'activité*).

Lesdits documents devront être fournis **avant le 30 juin** qui suit l'année du droit (*soit 30 juin N+1*).

La fourniture des pièces justificatives après le 30 juin N+1 entraînera un traitement non prioritaire du droit. Après le 15 octobre N+1, aucun versement ne pourra être effectué au titre de l'année du droit (N).

En tout état de cause, **l'absence de fourniture de justificatifs au 15 octobre N+1 entraînera la récupération des montants versés et le non-versement du solde de l'aide financière.**

Par ailleurs, la non-production des pièces susnommées pourrait déclencher un contrôle dans les conditions de l'article 6.

L'aide financière pourrait être recalculée au regard des règles suivantes :

- l'ensemble des financements Caf (*Prestation de Service + Subvention*) ne doit pas excéder 80 % du coût total annuel de fonctionnement d'une structure ou d'un service,
- l'ensemble des recettes (*intégralité des financements octroyés par la Caf / participations familiales / autres subventions*) ne peut excéder 100 % du coût annuel de fonctionnement de l'action.

ARTICLE 4 – Evaluation du contrat de partenariat

Une évaluation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours dans le cadre du présent financement sera réalisée sur un plan quantitatif comme qualitatif.

Les indicateurs permettant ces évaluations sont élaborés dans le cadre d'une concertation entre la Caf et le bénéficiaire et figurent en annexe.

L'évaluation porte notamment sur :

- la conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés à l'annexe de la présente convention,
- l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général,
- les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Le bénéficiaire, en concertation avec la Caf, peut procéder à des enquêtes de satisfaction auprès des usagers du service, qu'il transmet ensuite à la Caf.

ARTICLE 5 – Obligation de communication

La présente convention et l'aide de la caisse d'Allocations familiales d'Ille-et-Vilaine doivent être mentionnées dans toute communication relative aux actions couvertes par la présente convention (*interventions et déclarations publiques, communiqués et conférences de presse, articles d'informations et brochures, documents destinés aux usagers*).

ARTICLE 6 – Modalités de contrôle

Le bénéficiaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf dans le cadre d'interventions mutualisées, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer.

Le bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité

Outre l'exercice en cours, la Caf peut procéder à des contrôles sur les trois derniers exercices liquidés.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document de financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

ARTICLE 7 – Non-respect des obligations

La caisse d'Allocations familiales d'Ille-et-Vilaine se réserve le droit de résilier tout ou partie de la convention en cas de non-respect, par le bénéficiaire, des obligations mentionnées dans les articles précédents.

Les sommes non utilisées ou ayant fait l'objet d'un usage non conforme à leur destination feront alors l'objet d'un reversement à l'Agent Comptable de la Caf.

ARTICLE 8 – Durée de la convention

La présente convention de financement est conclue pour un an à compter du 1^{er} janvier 2024.

ARTICLE 9 – Destinataire de la convention

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

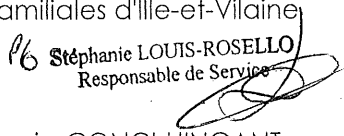
ARTICLE 10 – Juridiction assignataire

En cas de conflit, la juridiction assignataire est celle du lieu d'exercice de l'agent comptable de la Caf.

A RENNES, le 27 septembre 2024

A SAINT-MALO, le

La Directrice de la caisse d'Allocations
familiales d'Ille-et-Vilaine

 Stéphanie LOUIS-ROSELLO
Responsable de Service

Tania CONCI-HINGANT

Le Président du Centre Communal
d'Action Sociale de SAINT-MALO

Gilles LURTON

Annexe

Amélioration de la qualité et de l'accessibilité de l'accueil collectif et individuel du jeune enfant

Cette présente annexe a pour objet de préciser :

- les objectifs déterminés conjointement par le bénéficiaire et la Caf
- les critères d'évaluation

Dispositif d'accueil des moins de 3 ans et de soutien à la parentalité, dans les écoles Bellevue, la Découverte et Daniel Gélín de SAINT-MALO

Descriptif de l'action

Projet partenarial porté par l'éducation nationale, le CCAS et la Ville de Saint-Malo.

Depuis 2021, ce dispositif bénéficie de 3 éducatrices à mi-temps (3 matins et 2 après-midi par semaine), en complémentarité des professeurs des écoles et des Atsem qui interviennent sur la journée.

Objectifs de l'action

L'objectif de ce dispositif est de réduire les inégalités dès la petite enfance, en permettant un accueil de l'enfant et de sa famille progressif et personnalisé. Il s'adresse en priorité aux enfants qui n'ont pas ou peu connu d'expérience en collectivité et aux familles les plus éloignées de la culture scolaire (pour des raisons sociales, culturelles ou linguistiques).

Des actions au sein de l'école sont mises en place, à l'intention des parents ou des parents/enfants, pour « répondre à la réussite scolaire des enfants et à l'implication des parents dans le parcours scolaire de leurs enfants ».

Critères d'évaluation

Le soutien de la Caf est regardé sur :

- trois mi-temps : 1 par école,
- l'intervention sur le champ de l'accompagnement à la parentalité,
- la disponibilité qui doit s'adapter aux besoins des parents dont avant et après l'école, temps non scolaire...

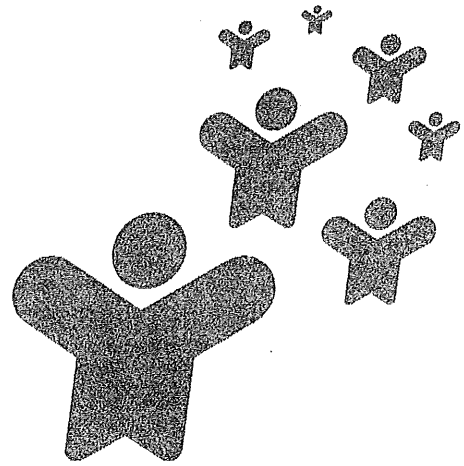
Budget prévisionnel de l'action

Budget total de 94 230 € :

dont 90 380 € de frais de personnel.

Soutien Caf à hauteur maximum de 30 000€ soit 33 % des frais de personnel.

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIX^e siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1

LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2

LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3

LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4

LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5

LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6

LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7

LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est pros crit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8

AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9

AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

